

Fin de la priorité à l'Éducation nationale : déclaration au CSE

Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur,
Mesdames et Messieurs les membres du conseil supérieur de l'éducation.

Voici le premier conseil supérieur de cette année scolaire, et il arrive dans un contexte de tension.

En effet, vos annonces ce week-end de la suppression de 1800 postes actent la fin de la priorité accordée à l'Éducation nationale, pourtant préservée depuis 6 ans. C'est donc la vision comptable qui l'emporte au moment même où plusieurs réformes doivent se mettre en place. En effet, avec un tiers du solde des suppressions de postes de fonctionnaires qui sera pris sur les effectifs de l'Éducation nationale, c'est la question de la faisabilité des réformes du bac-3 + 3 qui se pose !

Comment dans ce contexte va –t-on travailler sereinement à rendre positives pour les élèves et pour les personnels les réformes du lycée général et technologique et de la voie professionnelle ?

Au-delà du soutien aux principes de la réforme du baccalauréat, nous avons demandé la simplification du baccalauréat et la réaffirmation du bac premier grade universitaire permettant le continuum bac-3/ Bac+3. A ce jour il est nécessaire de clarifier l'organisation de vos propositions concernant cette réforme. Plus particulièrement, les attendus de parcours sup' ; le contenu des programmes des enseignements communs et de spécialités, ce qui engendre des inquiétudes très fortes dans le tempos des mises en oeuvre de DGH et donc surtout de RH.

Les marges qui doivent être données aux établissements pour réussir ces réformes sont compromises en particulier dans le choix des combinaisons de spécialités. Sur la voie professionnelle, les discussions sur les grilles horaires en cours vont devoir nous apporter des garanties concrètes.

Il en est de même pour les arbitrages en plein été sur 13 recteurs pour 13 régions. Conjugués à l'annonce de 400 suppressions de postes pour les administratifs, ce choix politique accrédite l'idée que les économies d'échelle guident les choix ministériels. Aujourd'hui, au-delà de notre accord sur le fait qu'il faut un interlocuteur éducation nationale au niveau régional, nous ne voyons pas en quoi la réorganisation territoriale dans ce qu'on en connaît pour le moment améliore le système éducatif pour les élèves et pour les personnels. Nous vous avons dit que la fusion des académies n'était pas nécessaire et proposé d'autres modalités de gouvernance permettant de maintenir les périmètres académiques. Nous continuons à le penser.

Force est de constater que vous avancez au pas de charge, que la politique dans ce Ministère comme dans d'autres est menée tambour battant. Pourtant la faisabilité c'est aussi et surtout entendre le terrain. Ça tombe bien, c'est notre rôle et l'UNSA Éducation vous le redit ici, toute réforme n'a de sens que si l'action publique, les hommes et femmes du quotidien peuvent la mettre en oeuvre.

Vous invoquez la confiance mais vous n'avez pas su gagner celle des personnels jusqu'à maintenant et les dernières annonces ne peuvent que nourrir leur méfiance voire leur défiance.

C'est d'autant plus vrai que depuis 16 mois, les annonces tombent une par une, déconnectées, que les chantiers ouverts sont nombreux, la communication permanente. Cette méthode interroge, nous comme les personnels : y a-t-il vraiment une maîtrise dans la mise en œuvre des réformes ? Ou est-ce une volonté de dissimuler la logique qui se met en œuvre ?

Monsieur le ministre il est nécessaire aujourd'hui d'être clair sur votre feuille de route.

Alors que vous disiez vouloir réduire les inégalités, et agir pour une école plus juste, le Plan Pauvreté, dans l'Education Nationale ne nous semble pas très ambitieux. Pire, il s'accompagne de ces suppressions de postes qui tonnent comme une contradiction forte. Au souhait de permettre aux enfants des familles les plus pauvres de réussir à l'école, on y oppose diminution du nombre d'enseignants et d'agents et stagnation des postes d'assistants sociaux, d'infirmiers ou de médecins scolaires. Ce qui ne manque pas de souligner, là encore, l'écart entre les paroles de la semaine dernière et les actes d'aujourd'hui.